

Les subsides

La motion à l'étude concerne la région de l'Atlantique. Il s'agit d'une région où notre groupe d'action a passé beaucoup de temps et a beaucoup appris. Il s'agit d'une région où la tragédie du chômage nous apparaît particulièrement grave et particulièrement attristante. Je voudrais amorcer mon intervention d'aujourd'hui en citant un extrait du rapport du Social Justice Network de Sydney, en Nouvelle-Écosse. Il y est question de l'un des aspects méconnus de la crise du chômage, c'est-à-dire du fait que ce ne sont pas seulement les parents qui souffrent du fléau du chômage, mais les enfants également. Je cite:

● (1410)

Nous avons constaté que les réactions des enfants face au chômage sont similaires à celles des adultes et se manifestent par l'apathie, l'ennui, la dépression, un sentiment de dépossession, le souci, l'anxiété, un sentiment d'échec et la résignation. Nous estimons que tout comme leurs parents, les enfants qui sont exposés durant de longues périodes au chômage risquent de devenir émotivement instables.

Tels sont les coûts humains qui sont en jeu alors que nous discutons aujourd'hui des problèmes de la région de l'Atlantique.

Dans son intervention, le ministre a laissé entendre que c'est à l'aune des emplois et de la création d'emplois que nous devons apprécier la situation. Je suis d'accord avec lui, tout comme le sont sans doute également les députés conservateurs qui l'ont applaudi si vigoureusement. Examinons donc les chiffres. Ils sont très révélateurs, car dans l'ensemble des quatre provinces de l'Atlantique, le taux de chômage affiche une augmentation spectaculaire depuis que le gouvernement actuel a pris le pouvoir.

Dans le cas de Terre-Neuve, le taux de chômage s'élève à 24.6 p. 100 contre 23.3 p. 100 il y a un an. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, le taux de chômage s'établit maintenant à 17.6 p. 100 contre 15.9 p. 100 il y a un an. En Nouvelle-Écosse, il est maintenant de 17.3 p. 100, alors qu'il était de 15 p. 100 il y a un an. Au Nouveau-Brunswick, il est maintenant de 19.9 p. 100, alors qu'il était de 17.6 p. 100 il y a un an. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Du point de vue des incidences sociales et humaines, c'est tout simplement un désastre.

Je ne tiens pas à m'attarder indûment sur les aspects pitoyables de la situation, car ils le sont déjà d'une façon exemplaire. Je voudrais signaler aujourd'hui aux députés que le Parlement peut s'engager dans une orientation optimiste. Nous pourrions ainsi redonner espoir et confiance dans l'avenir aux Canadiens des provinces de l'Atlantique—que dis-je?—du pays en entier.

Dans le rapport que le groupe d'action de notre parti a publié au début d'avril, nous énumérons toute une série d'engagements à l'égard de l'autonomie communautaire, de la mise en valeur des ressources, de la responsabilité des entreprises et de l'équité en milieu de travail, engagements qui devraient servir à donner une nouvelle orientation à notre pays et à ranimer l'espoir dans les provinces de l'Atlantique. J'invite fortement les ministériels à se pencher sur ces recommandations alors qu'ils anticipent à la présentation ce mois-ci de leur propre budget.

L'orientation dont j'ai parlé tient compte des possibilités réelles des provinces de l'Atlantique, possibilités que nous avons vérifiées à Terre-Neuve lorsque le syndicat des pêcheurs de cette province nous a exposé ses idées et ses projets en matière de coopératives de pêche. Nous avons vu une concrétisation directe de ces idées avec la New Dawn Enterprises de

l'île du Cap-Breton, une coopérative qui a créé des emplois et apporté l'espoir à cette collectivité. Ce potentiel nous a été démontré par les membres de la Fédération des propriétaires de terrains à bois du Nouveau-Brunswick, qui nous ont exposé en détail comment, en leur accordant les crédits pour le reboisement, nous pourrions faire pousser les arbres nécessaires pour nos industries à l'avenir et créer de nouveaux emplois.

Ce potentiel, nous l'avons vu dans les messages qui nous sont parvenus au sujet de la responsabilité d'une société comme Noranda, une société qui a tant pris à la province du Nouveau-Brunswick, mais qui, lorsqu'on lui a demandé en retour de prendre l'engagement d'installer une raffinerie de zinc dans cette province, s'est livrée à des finasseries politiques pendant des années pour finalement décliner cette requête. Ce potentiel, nous le voyons dans les collectivités indiennes du Nouveau-Brunswick que nous avons rencontrées le mois dernier après la publication du rapport de notre groupe d'action. Ces gens-là nous ont dit que le rapport concentrerait sur leurs besoins une attention que n'avaient pas eue les précédents gouvernements. On peut prendre une orientation positive. Cette orientation, c'est une orientation qui devra renverser le genre de politiques qu'a suivies le précédent gouvernement.

Nous avons subi la théorie économique des retombées pendant dix ans au Canada. Cela n'a rien donné. Pendant dix ans, le gouvernement s'est efforcé de remettre l'économie sur les rails en accordant des concessions supplémentaires aux plus riches. Il est temps de procéder à l'inverse. Pendant dix ans, nous avons fait confiance aux bureaucrates fédéraux et aux grosses sociétés. Cela n'a pas marché non plus. Il est temps de faire confiance aux Canadiens et aux collectivités de tout le pays. Pendant dix ans, nous avons levé nos obstacles tarifaires, en principe pour aider notre économie. Cela a donné les résultats contraires. Il est temps d'utiliser nos obstacles tarifaires comme moyen de pression pour essayer de conquérir une part du marché international où la concurrence est vive.

Notre parti a cherché des moyens pratiques et positifs d'utiliser une politique économique fondée sur des concessions aux groupes les plus faibles et sur la confiance en nos collectivités. Selon nous, nous pourrions y parvenir dans le prochain budget qui sera présenté ce mois-ci. Nous pourrions donner aux Canadiens les concessions fiscales qu'ils méritent. Nous avons proposé que 2.7 milliards de dollars en allégements fiscaux soient répartis entre les gagne-petit et les contribuables à revenu moyen au lieu d'aller aux sociétés et aux contribuables les plus riches. Nous avons proposé d'affecter des sommes précises aux projets communautaires afin de permettre aux collectivités de tout le pays de transformer leurs rêves en réalité. Cela comprend les nouvelles petites entreprises, les nouvelles coopératives, les entreprises municipales et l'amélioration des ressources communautaires. Nos jeunes rêvent de se créer des emplois. Cela ne se produira pas par magie, cependant. Il faut du leadership et le gouvernement pourrait s'en charger.

En outre, nous avons proposé que 1.1 milliard de dollars soient consacrés à l'amélioration du secteur primaire et que 200 millions de dollars soient affectés au secteur forestier et 150 millions de dollars au secteur des pêches. Le gouvernement antérieur ne prenait pas de tels engagements concrets et, malgré tous ses beaux discours, le gouvernement actuel n'a pas